

# Le jour d'après

**Q**uelles peuvent être les conséquences d'une attaque israélienne contre les installations nucléaires iraniennes tant décriées ?

Que sera le jour d'après ? C'est la question, grave et explosive (au sens propre du mot), que se pose la revue *Foreign Affairs* dans une récente étude<sup>(\*)</sup>.

Il est d'abord rappelé que ce ne sera pas la première fois qu'Israël frappera un de ses voisins. L'entité sioniste l'a déjà fait en 1981 et 2007 dans des attaques dites «préventives» pour détruire les réacteurs nucléaires d'Irak et de Syrie. Saddam Hussein n'avait alors pas réagi et la Syrie n'avait pas d'autre choix que de se taire.

Une attaque contre l'Iran n'aurait pas les mêmes incidences et pourrait dégénérer en un conflit plus large. Les décideurs israéliens le savent et s'entourent de toutes les précautions d'usage, notamment la préparation du front intérieur, avec un débat public «étonnamment franc», comme ce fut récemment le cas lors d'une table ronde télévisée réunissant le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et Ehud Barak, ministre de la Défense, avec l'ancien directeur du Mossad, Meir Dagan, adversaire le plus en vue, néanmoins très isolé, d'une opération militaire.

Pour l'instant, l'enjeu demeure la quête du consensus politique et l'adhésion totale de l'opinion publique.

A ce propos, l'auteur de l'étude avertit : «Pour éviter une bétise stratégique dans le traitement du dossier nucléaire iranien — soit à la suite d'une attaque, ou un défaut de le faire — Israël devrait associer plus étroitement, et beaucoup plus tôt qu'elle ne le fait, l'opinion au débat sur le «jour d'après»».

La «petite élite professionnelle»

israélienne en charge du dossier nucléaire iranien ne semble prendre en compte que les conséquences immédiates d'une éventuelle riposte ou contre-attaque de Téhéran. L'étude l'invite à ne pas perdre de vue les multiples impacts à plus long terme, comme «les contours d'une stratégie de repli, l'impact sur les relations américano-israéliennes, les retombées diplomatiques mondiales, la stabilité des marchés énergétiques mondiaux et l'incidence en Iran même». Tant que l'agresseur potentiel n'a pas répondu à toutes les questions en suspens, il pourra se retrouver face à «une débâcle stratégique», même s'il aura atteint ses objectifs militaires étroits et immédiats.

Netanyahu sait que le lobby israélien est tellement fort que, en pleine campagne électorale, Obama n'osera jamais s'en prendre ouvertement à Israël en cas d'attaque.

«L'un de nos objectifs à long terme dans cette région est de faire en sorte que l'engagement sacro-saint que nous avons vis-à-vis de la sécurité d'Israël ne se traduise pas seulement en lui fournissant les capacités militaires dont il a besoin, pas seulement en lui permettant le genre de supériorité militaire nécessaire dans une région très dangereuse», vient de rappeler le président américain.

Ephraïm Kam, un ancien officier de renseignement militaire israélien et chef adjoint de l'Institut d'Israël pour les études de sécurité nationale (INSS), reflète le consensus en formation quand il écrit que l'Iran peut répondre de deux manières possibles : soit par des frappes de missiles sur Israël, directement ou par le biais d'organisations alliées comme le Hezbollah ou le Hamas, soit par des «attaques terroristes», probablement

sur des cibles israéliennes à l'étranger par des Iraniens ou par procuration.

Une réponse iranienne directe pourrait prendre la forme de tirs de missiles sur le territoire israélien, comparable à la volée de roquettes lancées par l'Irak au cours de la première guerre du Golfe. Seul un citoyen israélien avait alors été mortellement touché. Les responsables israéliens estiment que les dégâts, même encore limités, seraient nettement plus importants cette fois-ci. Ehud Barak avait envisagé cette éventualité en novembre dernier en minimisant les risques : si tout le monde reste chez lui, les pertes ne dépasseraient pas les 500 morts. Une estimation contredite par d'autres sources, moins optimistes, qui rappellent qu'un quart de tous les Israéliens n'ont pas d'abri pour échapper à des tirs de roquettes soutenus et que les masques à gaz ne sont disponibles que pour seulement 60% de la population.

Les décideurs israéliens ne semblent également pas particulièrement préoccupés par la perspective d'une riposte par procuration. Le Hezbollah peut, comme il l'a fait en 2006 dans le Sud Liban, recourir à des tirs de roquettes dans le cadre d'un «conflit prolongé». Israël compte sur l'autonomie croissante du mouvement pour éviter un embrasement durable de ce côté du front. A en croire cheikh Hassan Nasrallah, le mot de la fin reviendra au mouvement lui-même sans interférence étrangère aucune. Par ailleurs, les experts israéliens envisagent des attaques contre des intérêts israéliens dans le monde, comparables aux attentats-suicides contre l'ambassade d'Israël à Buenos Aires en 1992 et le centre communautaire juif dans la même ville deux ans plus tard, mais ils soutiennent que la



Par Ammar Belhimer  
ambelhimer@hotmail.com

capacité de réaction de Téhéran reste limitée. Ils se déclarent confortés par la récente intervention, maladroite et bâclée, attribuée, à tort ou à raison, à des agents iraniens en Géorgie, en Inde et en Thaïlande, «blessant une seule personne à New Delhi et se terminant dans l'humiliation à Bangkok».

Le rapprochement de ces menaces, au demeurant infimes, avec les bénéfices attendus d'une campagne de bombardements israéliens est facile à établir : un retard de trois à cinq ans pour le projet nucléaire iranien, ce qui semble encourager l'aile aventurière du Mossad.

A. B.

(\*) Ehud Eiran, *What happens after Israel attacks Iran : Public debate can prevent a strategic disaster*, 23 février 2012, en ligne sur ForeignAffairs.com.

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr  
laalamhakim@hotmail.com  
hlaalam@gmail.com

## Pourquoi je sens qu'il y a une roche sous anguille ?

Faute de preuves, le dossier du financement occulte des partis islamistes algériens est remis aux...

... calendes turques !

Hum ! Hum ! Une commission nationale de surveillance des législatives qui débraye 3 jours pour protester contre des trucs pas très nets qui se préparent à quelques semaines du scrutin ? Hum ! Hum ! Une commission qui, à peine installée, entre en dissonance ? Hum ! Hum ! Une commission de surveillance des législatives qui s'insurge à demi-mot contre ce qu'elle qualifie avec des quarts de mots de «gonflage du corps électoral dans le sud du pays» ? Hum ! Hum ! Non ! Rassurez-vous, je n'ai pas de chat dans la gorge, et je n'ai pas non plus attrapé froid. C'est juste que je «humhumise» à force de «perplexiser» face à cette décision de la commission de geler son activité trois jours. Allez savoir pourquoi je n'arrive pas à m'enflammer devant cet acte de «bravoure» républicaine. Peut-être suis-je blasé au point de ne plus m'enflammer pour rien. Peut-être aussi l'habitude, celle de voir toutes les commissions de surveillance se faire installer bien confortablement, se faire mettre en cage avec de beaux barreaux dorés et ne rien surveiller du tout, tout en se gardant de trop se l'ouvrir. Peut-être aussi parce que bizarrement, des membres de cette commission s'en sont pris à l'armée, et que même civil, même très en colère contre les généraux qui bavassent à tort et à tort, je trouve tout de même bizarre cette levée de boucliers depuis quelques semaines contre l'institution militai-

re. Je la trouve même vachement minutée, synchronisée au diable, à la limite de la campagne commandée. Quand je sais que la «commission rebelle» a été installée par le châtelain et bénie sur les marches en marbre blanc du Palais, ma gorge reprend ses Hum ! Hum ! Et même les roches se mettent à se glisser sous les anguilles tellement les odeurs dans l'air me semblent nauséabondes. On aurait voulu piéger l'ANP, dans son acception de dernier rempart contre l'islamisme intégriste que l'on n'aurait pas mieux monté ce scénario de débrayage de la commission de surveillance des législatives. En arabe parlé, dans le langage courant, celui de la rue, il y a un terme qui décrit fort bien cette situation : «ett'baâbaâ !» oui ! Ett'baâbaâ tellement que ça en devient presque rigolo d'amateurisme. On lance en l'air des rumeurs de gonflage du corps électoral, on demande à quelques coqs et quelques poules habitués des miettes lancées dans la cour du palais de chantonner sans cesse cette rengaine du bourrage des listes déjà entamé et on montre du doigt, avec un gros doigt boudiné, enflé par la maladie et la haine rancunière, les casernes dans l'intention évidente d'y faire focaliser toutes les attentions «droits-de-l'homistes», les bien comme les malintentionnées, et le tour est joué. S'il y a fraude le 10 mai, c'est pas de ma faute, c'est à cause d'eux, là-bas, les méchants bidasses. Décidément, à se rabattre sur ce genre de montages, c'est qu'ils doivent mouiller du froc dans le Palais. Hum ! Hum ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

